

Cahier des clauses administratives particulières

Accompagnement pour le déploiement de l'Approche Par Compétences 2025-2027

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS D'INGÉNIERIE PÉDAGOGIQUE

Date limite de l'Appel d'offres ouvert n° 2024-014 (dépôt des offres) : Mercredi 15 janvier 2025 à 17h00

Date de fin de dépôt des questions EXCLUSIVEMENT sur PLACE : vendredi 10 janvier 2025 à 12h00

**Attention, aucune réponse ne sera apportée
du 20 décembre 2024 12h00 au 5 janvier 2025 inclus**

- Le présent CCAP comporte 7 pages numérotées de 1 à 7
- Personne habilitée à représenter le pouvoir adjudicateur : Directeur de SUPMICROTECH-ENSM
- Comptable assignataire : Agent Comptable de SUPMICROTECH-ENSM

SUPMICROTECH-ENSM
26 rue de l'Épître 25000 BESANÇON
www.supmicrotech.fr

Sommaire

Article 1 – Objet du marché.....	3
Article 2 – Élection de domicile	3
Article 3 – Lieu d'exécution	3
Article 4 – Pièces constitutives du marché.....	3
4.1 Pièces particulières.....	3
4.2 Pièce générale	3
4.3 Disposition particulière.....	3
Article 5 – Durée du marché.....	4
Article 6 – Conditions d'exécution du marché	4
6.1 Généralités.....	4
6.2 Délai d'exécution	4
6.3 Prolongation des délais	4
Article 7 – Vérification-Admission	4
Article 8 – Garantie	4
Article 9 – Prix et modalités des comptes	5
9.1 Prix	5
9.2 Modalités de règlement du marché	5
9.3 Présentation des demandes de paiements	5
9.4 Mode de règlement et délai de paiement.....	6
Article 10 – Assurances & pénalités.....	6
10.1 Calcul de pénalité	6
10.2 Montant maximum de pénalité.....	6
10.3 Montant minimum exonéré	6
10.4 Résiliation	7
Article 11 – Langue	7
Article 12 - Résiliation du marché	7
Article 13 - Litiges.....	7
Article 14 - Dérogation au CCAG-PI.....	7

Article 1 – Objet du marché

La présente consultation s'adresse aux organismes (agences, associations, cabinets, ...) d'expertise et de conseil en ingénierie pédagogique ou le cas échéant à leurs partenaires, prestataires et sous-traitants- en vue de leurs propositions détaillées, structurées, planifiées et chiffrées pour :

- ✎ **Un accompagnement destiné au projet de déploiement de l'approche par compétences à l'ensemble des enseignements de l'offre de formation de l'école.**

Article 2 – Élection de domicile

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant sur la partie B de l'acte d'engagement.

En cas de modification de domicile élu, le titulaire en avertit l'administration par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Article 3 – Lieu d'exécution

SUPMICROTECH
26 Rue de l'Épitaphe
25000 BESANÇON

Article 4 – Pièces constitutives du marché

Le présent marché est soumis au Code de la commande publique (CCP).

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

4.1 Pièces particulières

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) signé ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, signé ;
- Le cadre de réponse technique et l'offre financière du titulaire signés ;
- Le Règlement de Consultation (RC) signé.

4.2 Pièce générale

Le cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-PI Prestations intellectuelles) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement de l'offre.

4.3 Disposition particulière

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Ainsi, toute clause, portée dans les tarifs du titulaire ou documentation quelconque et contraire

aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée nulle et non avenue. Cela concerne également les conditions financières propres au titulaire qui ne sont pas applicables au présent marché.

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont également pas applicables au présent marché. En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure.

Article 5 – Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée maximale de 24 mois à compter de la date de notification.

Article 6 – Conditions d'exécution du marché

6.1 Généralités

Les modalités techniques d'exécution du marché sont mentionnées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Le titulaire du marché sera l'interlocuteur principal de l'acheteur public. C'est à lui de garantir que la prestation correspond à l'offre qu'elle a faite, même si elle est réalisée par ses partenaires, prestataires ou sous-traitants.

6.2 Délai d'exécution

La livraison de l'ensemble des prestations demandées doit intervenir au plus tard dans un délai de 2 mois après la notification du marché.

6.3 Prolongation des délais

Toute difficulté concernant les délais doit être aussitôt signalée par le titulaire, et ce impérativement avant l'expiration du délai contractuel. Une prolongation du délai d'exécution peut être alors accordée par la personne responsable du marché dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

Article 7 – Vérification-Admission

Les opérations de vérification et d'admission sont effectuées conformément aux dispositions des articles 28 et 29 du CCAG-PI.

À l'issue des opérations de vérification d'aptitude et de service régulier, l'administration peut prendre une décision écrite expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet qui est notifiée au titulaire.

Article 8 – Garantie

La garantie contractuelle de la prestation sera conforme aux garanties proposées sur ce type de prestations.

Article 9 – Prix et modalités des comptes

9.1 Prix

Les prix mentionnés sont des prix forfaitaires. Il s'agit de prix hors taxes, par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG-PI.

Les prix sont réputés complets. Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les fournitures et prestations, ainsi que tous les frais engagés par le titulaire pour l'exécution de la prestation (frais de déplacement, d'hébergement, frais de formation des utilisateurs, installation du matériel, mise en fonctionnement, ...).

Les prix sont fermes, non actualisables.

9.2 Modalités de règlement du marché

Une avance maximum de 30% sera accordée au titulaire à sa demande sur envoi d'une facture d'avance après la finalisation de la piste créative choisie. Les factures proforma ne seront pas acceptées. Le solde sera versé après admission de la prestation sur réception de la facture définitive.

9.3 Présentation des demandes de paiements

Les factures sont établies sur la base des montants forfaitaires tels qu'ils figurent dans l'acte d'engagement et son annexe financière.

Outres les mentions légales, les documents afférents au paiement portent les indications suivantes :

- **Mentions obligatoires d'identification :**
 - Le nom ou la raison sociale du créancier ;
 - La référence d'inscription au répertoire du commerce ou au répertoire des métiers, le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET.
- **Éléments concernant la prestation facturée :**
 - Le numéro du marché ;
 - Le décompte HT contractuel des sommes dues, avec le détail et la nature des services effectués ;
 - Les taux et les montants de TVA applicables ;
 - Le montant total HT des prestations facturées ;
 - Le cas échéant, la mention des acomptes ;
 - Le montant total TTC.
- **Mentions facultatives :**
 - La mention claire et lisible de la domiciliation du fournisseur, dans le corps de la facture, les références de compte bancaire ou postal complet tel qu'il figure à l'acte d'engagement.

Les factures devront être transmises via le [Portail Chorus Pro](#). Un numéro d'engagement sera remis au titulaire du marché afin qu'il puisse y déposer ses factures.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA.

9.4 Mode de règlement et délai de paiement

La prestation objet du marché sera rémunérée, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement.

Pour procéder au paiement des sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), l'administration dispose d'un délai de trente jours maximums à compter de la date de réception des demandes de paiement, sous réserve que les prestations aient été admises.

Article 10 – Assurances & pénalités

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage, sur toute demande faite par l'administration, formulée par lettre recommandée avec avis de réception postal, ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de sa police d'assurance en cours de validité.

À défaut de production dans un délai de 15 jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

10.1 Calcul de pénalité

Lorsque les délais contractuels sont dépassés, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer à l'encontre du titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée, conformément à l'article 14 du CCAG-PI, selon la formule suivante :

$P = (V \times R) / 3000$ dans laquelle :

- **P** = montant de la pénalité ;
- **V** = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale aux prix de base, hors variation de prix et hors champ d'application de la TVA de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- **R** = nombre de jours de retard.

10.2 Montant maximum de pénalité

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard applicable ne peut excéder 10% du montant hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

10.3 Montant minimum exonéré

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

10.4 Résiliation

Dans le cas de résiliation d'un bon de commande ou du marché, les pénalités de retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Article 11 – Langue

Tous les documents du marché, inscriptions sur matériel, correspondances, factures, modes d'emploi ou mises à jour doivent être rédigés en français.

Article 12 - Résiliation du marché

Qu'il y ait faute ou non du titulaire, le marché pourra être résilié suivant les dispositions du chapitre 7 (articles 36 à 42 du CCAG-PI).

L'inexactitude des renseignements communiqués à l'appui des candidatures, prévus aux articles R.2142 et R.2143 du CCP, peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, dans les conditions définies à l'article L.2141 du CCP.

Il en sera de même en cas de refus de transmission des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, que le titulaire s'engage à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du présent marché.

Article 13 - Litiges

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, la loi française est seule applicable.

La procédure à suivre par le titulaire en cas de différend avec le pouvoir adjudicateur est celle exposée au seul article 43 du CCAG-PI.

Le tribunal compétent est le tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le siège de l'administration.

Article 14 - Dérogation au CCAG-PI

Il n'est pas dérogé au CCAG-PI.

Je soussigné agissant au nom et pour le compte de
....., déclare avoir pris connaissance du présent CCAP
et en approuver les clauses.

A, le :

Le titulaire, Signature et cachet